



La formation en prévention : besoins et réalités

**Développer la formation
en prévention
contribue à faire
évoluer les pratiques
professionnelles
et à produire de nouvelles
connaissances issues
de la recherche,
ressource clé.**

Anne-Paule Duarte

Membre de la Commission spécialisée
Système de santé et sécurité des
patients, IFSI Pitié-Salpêtrière
Doctorante en sciences de l'éducation,
CREF-EA 1589,
université Paris-Nanterre,

La formation en prévention représente un des défis majeurs dans le processus de transformation du système de santé actuel. La réflexion en cours s'inscrit dans une logique de pertinence, qualité, sécurité et visibilité des parcours des patients et parcours de formation des professionnels.

De nombreux acteurs interagissent dans le domaine de la prévention, professionnels de santé, de l'éducation, du secteur social, associations d'usagers et instituts de veille. Dans ce contexte, le partenariat et la coopération entre les acteurs devient une priorité.

Émergence des besoins en formation¹

Le virage préventif implique un accompagnement au changement et un accompagnement méthodologique des équipes pluriprofessionnelles. L'approche populationnelle et l'exercice coordonné demande des compétences multidisciplinaires (démarche relationnelle, éducative, pédagogique, de projet, de médiation et de communication) et une expertise en santé publique et en sciences humaines et sociales.

Investir le domaine de la prévention nécessite une communication accessible, lisible et compréhensible par un large public. Elle demande aussi une approche individuelle davantage centrée sur les personnes et leur environnement en ce qui concerne le parcours de santé, parcours scolaire et parcours professionnel.

Dans le contexte actuel, une attention toute particulière au regard des personnes

vulnérables et fragiles reste prioritaire (enfants, adolescents, femmes, personnes en perte de mobilité, situations de précarité) pour favoriser l'équité en santé. C'est pourquoi l'action collective de tous les secteurs doit prévaloir afin d'assurer en concertation une réponse rapide et adaptée à ces situations.

Il s'agit également d'intégrer une démarche qui va promouvoir la santé des citoyens, mais aussi des professionnels, avec une réduction des risques, protection des personnes, qualité de vie et de bien-être, tout au long de la vie. Il est nécessaire d'adapter les besoins de l'ensemble de la population à l'offre, en privilégiant l'accessibilité, la continuité et la proximité, favorisant une meilleure connaissance de la personne et des proches.

Émergence d'une culture commune de la prévention

Pour s'adapter aux enjeux de la prévention, il faut renforcer les compétences des divers acteurs aux questions de prévention et d'éducation à la santé, en identifiant les bonnes pratiques (pratiques cliniques préventives), et innover en mutualisant les expériences des territoires et pays étrangers. Il est nécessaire de faire évoluer la formation des professions de santé pour mieux répondre à l'évolution des besoins avec des gains de santé pour tous. Les liens entre les équipes de recherche universitaires et les établissements de santé ou structures d'exercice coordonné restent à développer.

Le HCSP² observe une montée en compétences qui se manifeste tant sur le champ

1. HCSP. Auditions groupe de travail « Place des offreurs de soins dans la prévention », 2017-2018.

2. HCSP, *ibid.*

de la santé publique (des médecins et paramédicaux), ou encore dans le domaine des sciences humaines et sociales, sciences de l'éducation, pratiques avancées (infirmier coordinateur de parcours complexe de soins) et autres disciplines associées. Dans cet environnement, la reconnaissance en termes de statut, de missions transversales et de coordination est nécessaire mais peu développée et non pérenne.

Au regard de ces différents constats, le HCSP identifie comme principal levier d'action l'évolution de la formation initiale et continue des professions de santé, basée sur une culture commune de la prévention et sur l'exercice interprofessionnel.

À ce sujet, le processus d'« universitarisation » de la formation des professionnels de santé en cours propose la constitution d'équipes d'enseignants-chercheurs en maïeutique, soins infirmiers et réadaptation ; la formation aux nouveaux métiers comme les pratiques avancées infirmières ; et des temps de formation communs à plusieurs filières tel le service sanitaire³. Le déploiement du service sanitaire pour les étudiants en santé va contribuer à la prévention primaire par des actions en interdisciplinarité avec la réalisation

de projets communs autour des comportements favorables à la santé^{4, 5, 6}.

Un système de formation flexible, coordonné et proactif est nécessaire pour accompagner les évolutions futures. De nombreux défis restent à relever au regard de la promotion et de la protection de santé, notamment le rôle actif des citoyens (patients experts, aidants naturels...), de la promotion d'environnements sains, de la divulgation et de la mise en place de bonnes pratiques.

Au final, il convient de repenser un rapport entre le savoir des adultes en formation et le développement d'une recherche scientifique pluridisciplinaire et pluriprofessionnelle contribuant à l'évolution des pratiques professionnelles et à la production de nouvelles connaissances. Proposer une offre de formation de référence et permettre le développement d'une expertise en santé participent à l'émergence d'une économie du savoir, une ressource clé à explorer. ➤

3. Le Bouler S. Rapport « Mission Universitarisation des formations paramédicales et de maïeutique ». Bilan intermédiaire de la concertation et propositions d'orientation. Février 2018.

4. Vaillant L. Rapport « Mise en œuvre du service sanitaire pour les étudiants en santé ». Janvier 2018.

5. Décret n° 2018-472 du 12 juin 2018 relatif service sanitaire des étudiants en santé (JO du 13 juin 2018).

6. Arrêté du 12 juin 2018 relatif au service sanitaire des étudiants en santé (JO du 13 juin 2018).